

Arrêté n° 2026-217

DOSSIER N° PC 56140 23 G0011 M02
Déposé le : 06/11/2025 et complété le 19/02/2026
Affiché le : 07/11/2025

De SAS BERNARD représentée par
Monsieur BOULAIRE Michel

Demeurant ZA du Bardeff
56500 MOREAC

Modificatif Extension de la zone de réception,
d'expédition des bacs et de la zone
déchets

Sur un terrain sis 2 Rue Aristide BOUCICAUT, Zone du
Bardeff 56500 MOREAC
cadastré XD208, XD214, XD216,
XD201, XD205, XD206, XD184,
XD186, XD209, XD185, XD218,
XD183, XD203, XD182

SURFACE DE PLANCHER

Existante :

Industrie : 27071,00 m²
Entrepôt : 1710,00 m²

Créée :

Industrie : 619,00 m²
Entrepôt : 0,00 m²

Démolie : 0,00 m²

DESCRIPTION DU DOSSIER D'ORIGINE;

N° Dossier : PC 56140 23 G0011

Pour Le projet comprend 4 zones de travaux :

-Une extension de la plateforme d'expédition à
température dirigée

-La construction d'un auvent sur le quai de réception
du linge

-La construction d'un bâtiment de stockage sec
(emballages)

-La construction d'une coursive sous le débord de
bardage existant (non visible depuis la voie
publique)

Accordé le : 03/01/2024

Le Maire,

Vu la demande de modificatif de permis de construire susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, R-421-1 et suivants,
Vu l'arrêté de permis de construire initial n° PC 56140 23 G0011 en date du 03/01/2024 ;
Vu l'arrêté de permis de construire modificatif N°1 n° PC 56140 23 G0011 M01 en date du 06/08/2024 ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme intercommunal approuvé par délibération du Conseil Communautaire de Centre
Morbihan Communauté en date du 27 novembre 2025 ;
Vu le règlement de la zone U du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal susvisé ;
Vu les pièces complémentaires reçues en mairie en date du 19/02/2026 ;
Vu l'avis favorable du service de l'Eau du Morbihan en date du 14/11/2025 ;
Vu l'avis sans observation de la Direction interdépartementale des Routes Ouest (DIRO) en date du
17/11/2025 ;
Vu l'avis de l'Agence Technique Départementale –Nord-Est en date du 17/11/2025 ;

ARRÊTE

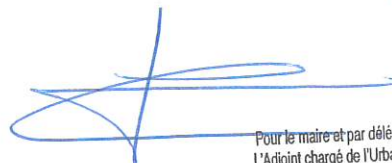
Article 1 : Le permis de construire modificatif est **accordé** pour les travaux décrits dans la demande présentée
sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2,

Article 2 : Les prescriptions contenues dans les arrêtés respectifs des permis de construire initial n° PC 56140
23 G0011 en date du 03/01/2024 et modificatif n° PC 56140 23 G0011 M01 sont maintenues et devront être
respectées,

Certifié transmis ce jour au Préfet,
Le 13 mai 2026

Fait à MOREAC
Le 12 mai 2026





Pour le maire et par délégation,
L'Adjoint chargé de l'Urbanisme,
Franck LORIC

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ

L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la notification de l'arrêté.

L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à votre égard.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.